

ARCADIA

Annual Report on Commodity Analytics and Dynamics in Africa

sous la direction de
Philippe Chalmin
et Yves Jégourel



L'Afrique et les marchés mondiaux de matières premières

2017

CYCLOPE



THINK • STIMULATE • BRIDGE

 ECONOMICA

ARCADIA

Annual Report on Commodity Analytics and Dynamics in Africa

2017



L'Afrique et les marchés mondiaux de matières premières

Sous la direction de Philippe CHALMIN
et Yves JÉGOUREL

CYCLOPE

 **ECONOMICA**

49, rue Héricart, 75015 Paris

 **OCP
POLICY
CENTER**
THINK • STIMULATE • BRIDGE

Sylvie CORNOT-GANDOLPHE	Présidente SCG Consulting	Charbon vapeur
Medhi EL KADIRI	Chargé de mission auprès de la Direction générale, Groupe OCP	Chapitre III (Financement, dépenses et politique d'investissement...)
Jean-Christophe DEBAR	Directeur, Fondation pour l'agriculture et la ruralité dans le monde (FARM)	Chapitre IV (Organisation du commerce mondial, sécurité alimentaire et politiques agricole...)
Anne GUILLAUME-GENTIL	Directrice associée de Commodafrica	Chapitre I (Evolution prix matières premières et perspectives macroéconomiques...)
Dominique GUYONNET	Direction de la Stratégie et de la Recherche, BRGM	Petits métaux
Amandine HOURT	Chargée d'études économiques, FranceAgriMer	Sisal et fibres dures, Thé
Helga JOSUPEIT	Chercheur, marché des produits de la mer (Rome, Italie)	Produits de la mer
Alain KARSENTY	Économiste, CIRAD	Bois tropicaux
Elisabeth LACOSTE	Directeur de la Confédération Internationale des Betteraviers Européens, CIBE (Bruxelles)	Sucre
Florent LAGER	Administrateur général adjoint, MPD Congo et Vice-président de la Fédération des Mines du Congo	Chapitre V (Réformes des codes miniers et évolution de l'environnement réglementaire des secteurs extractifs en Afrique)
Denis LOEILLET	Responsable de l'Observatoire des marchés du Cirad-Persyst UR 26, Rédacteur en chef de la revue <i>FruiTrop</i> (Montpellier)	Bananes, Ananas, Fruits tropicaux
François LUGUENOT	Responsable de l'Analyse des marchés chez InVivo	Céréales
Philippe MASSEBIAU	Chef de projet Politiques et marchés, Fondation pour l'agriculture et la ruralité dans le monde (FARM)	Chapitre IV (Organisation du commerce mondial, sécurité alimentaire et politique agricole)



ARCADIA
Annual Report
on Commodity
Analytics and
Dynamics
in Africa

C'est le visage d'une Afrique légèrement rassérénée qui est apparu en 2016. Si la croissance mondiale est restée assez terne et le commerce international atone, le rebond des prix de nombreuses matières premières et le maintien d'une dynamique d'investissement ont, en effet, quelque peu soufflé sur les nuages menaçants qui avaient obscurci le ciel de son économie en 2015. Une légère embellie donc qui illustre la résilience dont ont fait preuve nombre de pays africains mais qui ne peut faire oublier que l'hétérogénéité du continent demeure,

tant au regard des performances économiques des pays qui le composent que de la conjoncture des différents marchés de commodités (agricoles, minérales, énergétiques) auxquels il est exposé.

Une année 2016 qui a, par ailleurs, été marquée par des événements politiques ou géopolitiques majeurs dont les conséquences ne peuvent être négligées. Car s'intéresser à l'*Afrique et les marchés mondiaux de matières premières*, c'est embrasser d'un même regard la réalité des marchés du cacao ou du café, celui du minerai de fer, du pétrole, du gaz, du cuivre ou du phosphate tout en observant avec acuité les mutations structurelles du continent. C'est pouvoir apprécier le développement économique de nombreux pays africains sans oublier l'importance des défis économiques, logistiques ou humains que le continent se doit encore de relever. C'est aussi pouvoir multiplier et croiser les analyses, qu'elles soient économiques, juridiques, financières ou géopolitiques: l'approche que le rapport Arcadia tente, précisément, de développer au travers, notamment, de ses chapitres sur la sécurité alimentaire et les politiques agricoles africaines, sur le financement des économies africaines, sur la géopolitique régionale, sur la réforme des codes miniers ou sur la question essentielle de l'électrification du continent.

L'*Annual Report on Commodity Analytics and Dynamics in Africa* (Arcadia) est rédigé par une trentaine d'experts internationaux sous la direction de Philippe Chalmin, Professeur à l'Université Paris Dauphine et Yves Jégourel, maître de conférences à l'Université de Bordeaux et *Senior Fellow* à l'OCP Policy Center. Le rapport Arcadia s'inscrit dans le cadre d'une collaboration entre Cyclope et l'OCP Policy Center.

www.cercle-cyclope.com

www.ocppc.ma

ISBN OCP Policy Center :
978-9954-9636-8-5

ISBN Economica :
978-2-7178-6977-4
49 €

www.economica.fr



Bois tropicaux

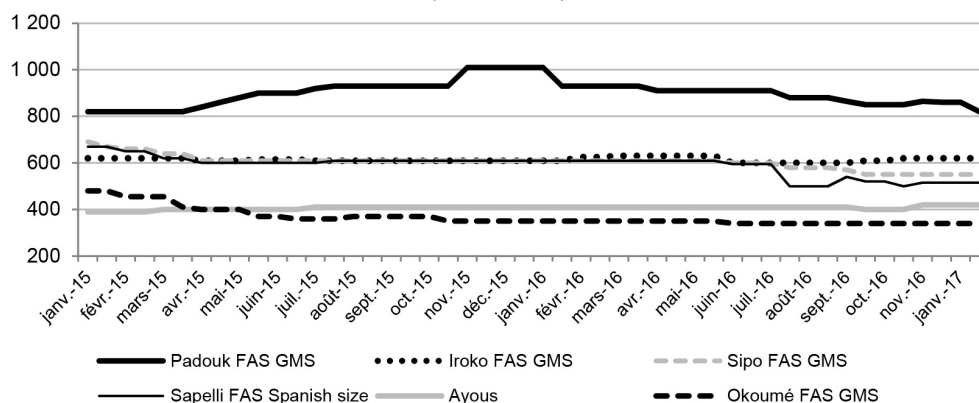
Peu d'événements majeurs ont marqué le marché africain du bois d'œuvre en 2016. L'offre, limitée par une ressource naturelle qui s'appauvrit, et la demande internationale sont restées globalement équilibrées, mais les prix de certaines essences clés pour l'Afrique centrale ont brusquement baissé en milieu d'année. Si le marché intra-africain progresse, les exportations demeurent au cœur de la stratégie des pays producteurs africains : dans un contexte où la concurrence de l'Indonésie pourrait s'accroître sur le marché européen, leur capacité à répondre aux normes instaurées par les pays consommateurs pour tenter de répondre au problème de l'exploitation et au commerce illégal du bois sera, en cela, déterminante.

Une relative stabilité des prix, mais un marché peu actif.

Les prix des principaux produits ont connu une stabilité remarquable entre 2015 et jusqu'au milieu de l'année 2016. Les sciages de padouk, très demandés sur le marché indien, ont vu néanmoins leurs prix, qui avaient dépassé les € 1 000 Fob par m³ en 2015, baisser au cours de l'année 2016. En fin d'année, le prix des sciages de sapelli et de sipo s'est, à son tour, abaissé autour de € 600 par m³, ce qui pose des problèmes aux producteurs d'Afrique centrale comme le Congo, la République centrafricaine (RCA) et le Cameroun, très dépendants de ce groupe d'essences. Cette baisse des prix est plutôt inattendue au regard de la faiblesse de l'euro vis-à-vis du dollar en 2016, qui aurait dû améliorer l'attrac-

tivité des bois africains issus de la zone franc CFA (FCFA) sur de nombreux marchés internationaux. Outre l'activité modérée des acheteurs chinois du fait des stocks existants, les prix très bas du fret maritime courant 2016 ont probablement permis aux exportateurs asiatiques de keruing et de méranti, des essences directement concurrentes de plusieurs des bois africains les plus connus, de proposer des offres commerciales intéressantes sur différents marchés internationaux. On l'a vu notamment aux Pays-Bas et en Afrique du Sud, où les vendeurs de sapelli et d'okoumé ont subi la concurrence des exportateurs de méranti proposant des prix plus attractifs. Si les prix des grumes sont restés, dans l'ensemble, plus stables, un effritement des cours de plusieurs essences était sensible fin 2016, laissant augurer une année 2017 difficile.

Cours des sciages africains

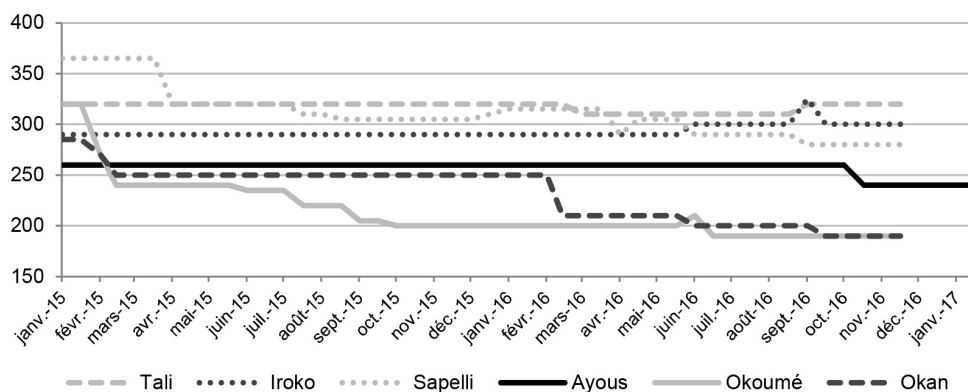
(en euros / m³)

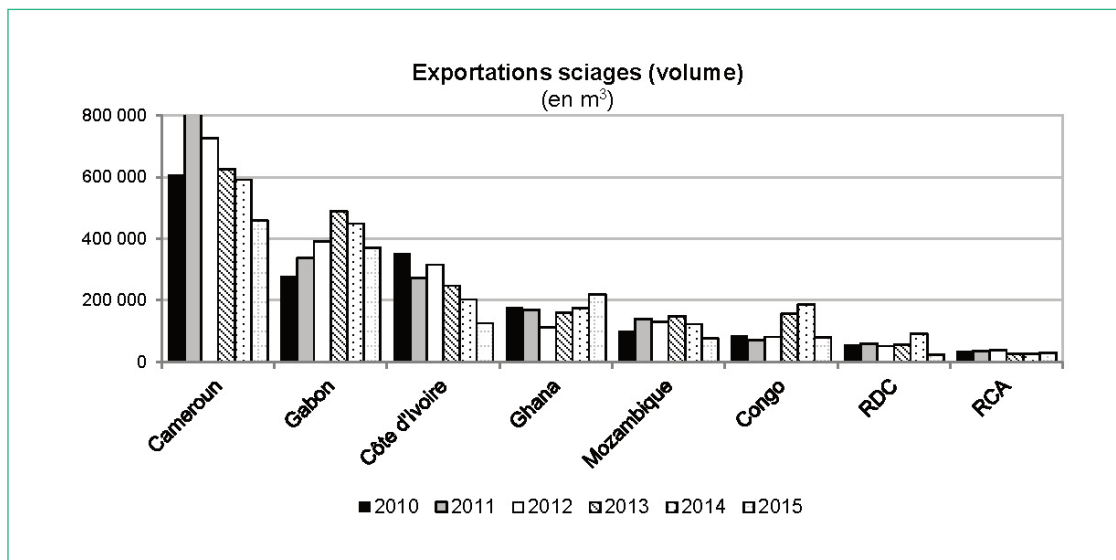
Des exportations de sciage en recul, mais un marché des grumes actif

Les exportations de sciage sont globalement en recul dans les différents pays africains, à l'exception du Ghana qui a vu ses exportations vers l'Union européenne (UE) et l'Asie légèrement augmenter. Le Cameroun garde, malgré la baisse des volumes vendus, la première place, et ses exportateurs ont notamment réussi des percées

commerciales intéressantes aux États-Unis et au Canada depuis 2015. Le Gabon espérait quant à lui que l'augmentation régulière des exportations de sciages entamée depuis 2011 à la suite de la décision d'interdiction des grumes prise l'année précédente allait se poursuivre. Ses espoirs ont cependant été déçus avec des baisses en 2014 et 2015 par rapport au pic de 2013. L'année 2016 a vu néanmoins un léger redressement des exportations de sciage et une hausse significative des

Cours des grumes africaines (qualité B)

(en euros / m³)

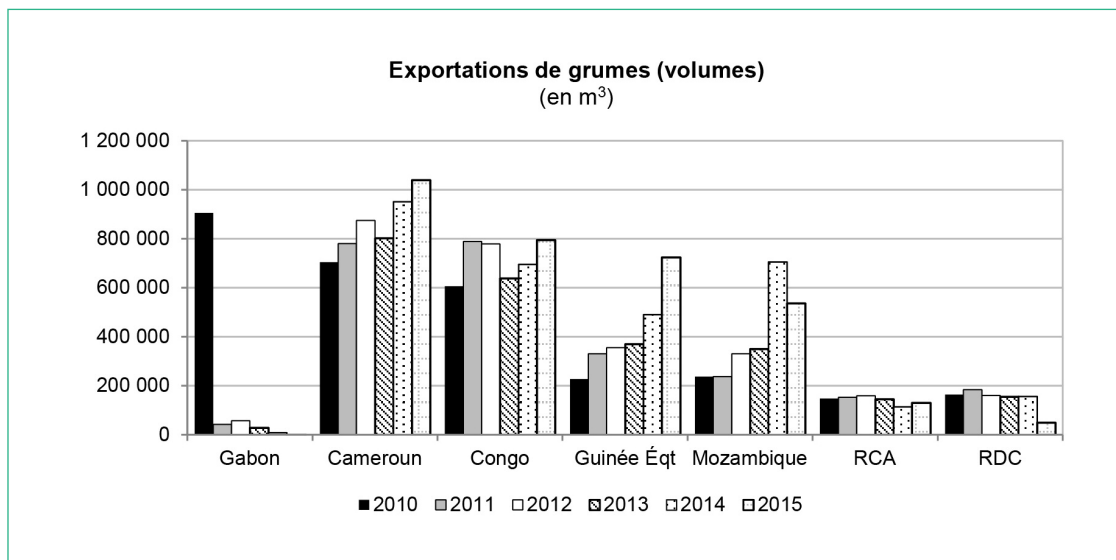


ventes de placage déroulé. Ces résultats mitigés ne peuvent cependant suffire à convaincre du succès de la stratégie « industrialiste » initiée en 2010, avec la combinaison d'une interdiction d'exportation du bois brut et la création d'une vaste zone économique spéciale, à proximité de Libreville, destinée à attirer des transformateurs. Si cette zone franche est récemment parvenue à convaincre plusieurs industriels asiatiques, notamment indiens, le recul de la production (récoltes estimées à 2 millions m³ annuellement contre une moyenne de 3,3 millions m³ avant 2010), le peu de création nette d'emplois (plus d'emplois dans l'industrie, mais moins dans l'exploitation et le transport) et l'effondrement des recettes fiscales questionnent le bilan d'ensemble. Des rumeurs de retour aux exportations de grumes pour faire face aux besoins budgétaires mis à mal par les cours baissiers du pétrole et une activité économique affectée par les troubles postélectoraux, ont ainsi couru à Libreville en 2016.

D'autres pays africains ont pris le relais du Gabon dans l'exportation des grumes, activité qui reste assez profitable, offre des avantages en termes de la flexibilité et ne nécessite qu'un investissement réduit. Les exportations du Cameroun ont, en 2015, dépassé le million de m³, ce qui est tout à fait inédit depuis les années 1990. Le

Cameroun a pourtant adopté en 1999 une mesure d'interdiction partielle d'exporter des grumes, laquelle frappe les essences dites « traditionnelles » comme le sapelli, l'iroko ou le sipo. Néanmoins, l'ayous, l'essence la plus récoltée au Cameroun, peut être toujours exportée malgré une taxation accrue, ainsi que d'autres essences dites secondaires, mais qui ont trouvé des débouchés sur les marchés chinois, vietnamiens et indiens. Chaque année, des rumeurs circulent sur l'imminence d'une interdiction totale d'exportation du bois brut, mais il semble bien que la priorité accordée aux recettes fiscales l'emporte. Le projet de loi de finances pour 2017 prévoit même d'augmenter la taxe d'exportation sur les grumes de 17,5 % à 20 %, traduisant bien l'objectif du gouvernement de profiter de la demande soutenue sur ce produit pour abonder les caisses de l'État.

La Guinée équatoriale, pays producteur d'okoumé qui est l'essence emblématique du Gabon, a suivi la même logique : alors que le gouvernement avait interdit l'exportation des grumes à la fin des années 2000 (mesure qui ne fut jamais réellement appliquée), la décision du Gabon a convaincu les autorités guinéennes de l'avantage qu'elles auraient à proposer aux acheteurs chinois le bois rond d'okoumé que leur voisin n'était plus en mesure de leur livrer. Les exportations de



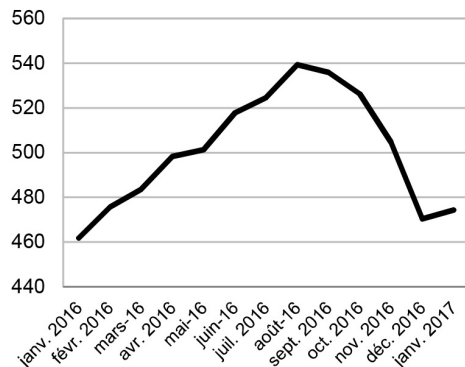
grumes ont progressé ainsi régulièrement, pour dépasser les 700 000 m³, là aussi un niveau inédit pour ce pays depuis les années 1990. Cependant, les concessions forestières de Guinée équatoriale n'étant pas gérées à long terme à travers des plans d'aménagement, on peut s'interroger sur la pérennité d'un tel niveau d'exportation pour ce petit pays, par ailleurs si riche en hydrocarbures. On peut dire la même chose du Mozambique, qui a connu une forte augmentation de ses exportations de grumes (alors que ses exportations de sciage stagnent à un niveau modeste), profitant de ses liens commerciaux privilégiés avec l'Asie. Le cas de la République démocratique du Congo (RDC) est quant à lui toujours aussi singulier. Le pays qui possède les plus vastes forêts du continent ne compte en effet que si peu dans l'industrie du bois. L'enclavement, qui pèse sur les coûts de transport, l'absence d'infrastructures, les complexités administratives, mais aussi une dégradation notable de la ressource boisée accessible conduisent à une production industrielle très faible réalisée sur d'immenses concessions sous-exploitées. La production industrielle ne représente qu'une faible fraction de la récolte totale annuelle de bois d'œuvre réalisée par des exploitants artisanaux (« scieurs de long » notamment) qui alimentent le vaste marché intérieur du pays.

La RDC est aussi le pays d'Afrique centrale qui affiche les chiffres de déforestation les plus élevés, puisque plus d'1,1 million ha de forêts ont été perdus en 2014.

Un déploiement limité sur les marchés intérieurs et régionaux

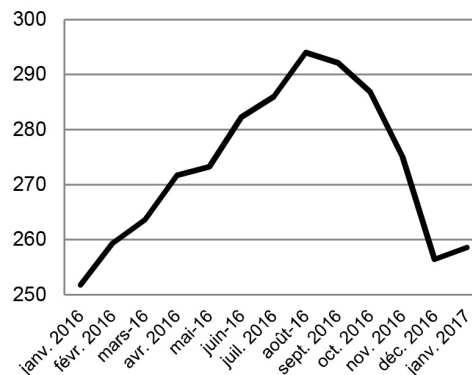
Les exportations africaines, naguère tournées très largement vers l'Europe, sont maintenant plus diversifiées entre l'Asie, le Moyen-Orient et l'UE, ce qui permet de lisser les variations de conjoncture dans ces différentes régions. Le marché intra-africain, longtemps peu attractif pour les industriels du bois, se développe pour des productions spécifiques, comme le contreplaqué ou les placages, non concurrencées par les producteurs artisanaux. Le Ghana est ainsi parvenu à écouler une grande majorité de sa production de contreplaqué auprès de ses voisins : le Niger qui absorbe plus de la moitié des exportations ghanéennes, le Togo et le Sénégal. Ce succès est sans doute facilité par le taux de change de la monnaie ghanéenne qui s'est dépréciée vis-à-vis de l'euro, auquel est lié le Franc CFA. Les autres grands pays exportateurs, comme le Cameroun, le Gabon, la Côte d'Ivoire ou le Congo, n'ont pas réussi une telle diversification sous-régionale. Le marché intérieur de la

**Cours du contreplaqué tropical
Lauan 3mm Prix CIF Japon**
(en dollar / m³)



(Source : World Bank)

**Cours des grumes de meranti
Prix CIF Japon**
(en dollar / m³)

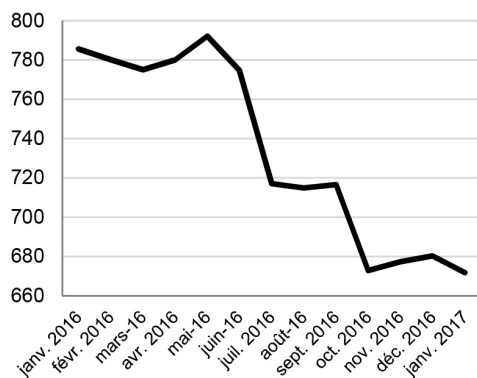


(Source : World Bank)

Communauté économique d'Afrique centrale (CEMAC) reste entravé par les droits de douane imposés aux produits à base de bois, ce qui freine les échanges et empêche le développement d'un processus de spécialisation des pays au sein de l'espace économique. Les conséquences de l'adhésion du Cameroun et du Ghana aux accords de partenariats économiques (APE) avec l'UE restent incertaines. La levée des tarifs douaniers pour les produits africains devrait favoriser les

exportations vers l'Europe, mais le problème de la démonstration de la légalité du bois mis en marché au sein de l'UE risque de constituer un obstacle plus important que les tarifs douaniers pouvant être supprimés par les APE. Quant aux débouchés sur les marchés intérieurs des différents pays, les industriels sont confrontés, pour les sciages – principal produit servant à la construction –, à la concurrence des acteurs du secteur informel qui mobilisent souvent autant de bois que les producteurs formels.

**Cours du sciage de meranti
Prix CIF Royaume Uni**
(en dollar / m³)



(Source : IFS)

L'enjeu des autorisations FLEGT : péril en vue pour les exportateurs africains

Le processus FLEGT (Forest Law Enforcement Governance and Trade : application des réglementations forestières, gouvernance et échange commerciaux) constitue la tentative de réponse de l'UE au problème de l'exploitation et au commerce illégal du bois. Ce dispositif s'accompagne de propositions de partenariats (Accords de Partenariats Volontaires, APV) aux pays producteurs pour les aider à mettre en place des systèmes nationaux de légalité qui leur permettront, une fois ce processus achevé, d'exporter dans l'UE du bois doté d'« autorisations FLEGT ». L'APV implique le développement de

mesures nationales de transparence, de gouvernance, de réformes du secteur forestier, etc. Depuis 2013, l'importation de bois exploité illégalement est interdite en Europe et les importateurs sont tenus pour pénalement responsables en cas d'infraction. Ceux-ci ont des obligations de « diligence raisonnée » lorsqu'ils importent des bois de pays « à risques », donc essentiellement des pays tropicaux. Si les bois certifiés par le *Forest Stewardship Council* (FSC, gestion forestière « responsable ») bénéficient d'un a priori favorable en termes de réduction du risque, ils ne dispensent pas l'importateur d'effectuer cette « diligence raisonnée », ce qui entraîne des coûts et des délais. Seuls les bois dotés d'autorisations FLEGT valent en effet garantie de légalité aux yeux des autorités européennes. Lancé depuis la fin des années 2000, le processus des APV, accords signés par 5 pays africains (Ghana, Cameroun, Congo, RCA, Liberia), progresse difficilement. Les dispositifs testés de Systèmes de Vérification de la Légalité au Cameroun et au Congo ne se sont en particulier pas avérés satisfaisants.

Or, en 2016, l'Indonésie, seul pays non-africain signataire d'un APV avec l'UE, a été autorisée à émettre des autorisations FLEGT et les premières livraisons de bois en disposant sont entrées sur le marché européen à la fin de l'année. Même si plusieurs analystes s'interrogent sur les garanties réelles apportées par ces autorisations dans le cas de l'Indonésie où les conditions d'exploitation du bois sont difficiles à maîtriser, cet événement est lourd de conséquences pour les exportateurs africains. Le bois indonésien disposant de ces licences risque en effet de prendre rapidement des parts de marché en Europe, au détriment des autres bois tropicaux, si les processus de délivrance des autorisations FLEGT n'aboutissent pas rapidement dans les différents pays exportateurs. Le Ghana, qui a commencé à tester un système de traçabilité du bois fin 2016, semble le mieux placé pour finaliser ce processus en 2017, mais il semble être le seul pays africain dans ce cas. Si le marché européen du bois n'est, pour les exportateurs africains, plus aussi déterminant qu'il l'était une dizaine d'années auparavant, il représente encore, pour des pays comme le Cameroun et la Côte d'Ivoire, près des deux tiers

de leurs exportations de sciage, et près d'un quart pour le Gabon.

Au-delà de cette problématique des débouchés européens, force est de constater que la question de la légalité des bois entrant dans le commerce international a pris une importance majeure et l'ensemble des pays importateurs se doivent en conséquence d'y prêter attention. La Chine notamment, principal débouché des bois africains, pourrait à plus ou moins court terme demander des garanties de légalité pour les bois issus des forêts naturelles, ce qui mettrait en péril les exportations des pays d'Afrique centrale. Les autorités, conscientes de ce problème, pourraient, au moins provisoirement, considérer que les systèmes privés de légalité (labels Origine Légale du Bois, TLTV, VLC, mais aussi la certification FSC) proposés par différents auditeurs sont conformes aux exigences nationales de légalité et de traçabilité, en attendant que les systèmes publics de vérification de la légalité soient opérationnels. Les sanctions prises au Cameroun fin 2016 à l'encontre d'une trentaine de concessionnaires ne respectant les règles d'aménagement et qui ont vu en conséquence leurs contrats de concession annulés et leur bois saisis, témoignent de la pression montante autour de ces enjeux de légalité.

La querelle des « paysages forestiers intacts » et ses possibles conséquences commerciales

La certification FSC, considérée comme la plus exigeante pour évaluer la gestion environnementale et sociale des exploitations forestières, a été adoptée par plusieurs concessionnaires importants en Afrique centrale, conduisant à une surface certifiée FSC de 5,47 millions ha de forêts naturelles au total, soit bien plus que l'Asie du Sud-Est et le bassin amazonien. C'est un atout commercial important pour exporter sur les marchés sensibles aux questions environnementales. Mais, au sein du FSC, plusieurs organisations (dont Greenpeace) ont soulevé le problème de l'exploitation forestière industrielle au sein des « paysages forestiers intacts » (IFL, pour *Intact Forest Landscapes*), qui sont des espaces de forêts naturelles non fragmentés d'une superficie de

50 000 ha, sans signe d'activité détectable par satellite.

Une motion de l'assemblée générale 2014 du FSC demande que soient proposées à une prochaine assemblée générale, qui se tiendra en 2017, des mesures spécifiques de gestion visant à la protection du cœur de ces zones (par convention 80 % de la surface de l'IFL) : les laisser en réserve ou qu'ils soient en gestion communautaire locale, par exemple. L'assemblée du FSC devra se prononcer sur ces propositions. Si aucune n'est jugée satisfaisante, il est probable que l'assemblée demandera que la certification FSC soit retirée aux exploitants qui exploitent les IFL, ce qui affecterait plusieurs concessionnaires en Afrique

centrale. Ceux-ci envisagent, dans ce cas, d'adopter une nouvelle certification de gestion responsable, la *Pan-African Forest Certification* (PAFC), laquelle est parrainée par le *Program for the Endorsement of Forest Certification schemes* (PEFC), grand concurrent du FSC au niveau mondial. Les conséquences d'un tel changement peuvent être importantes pour les exportateurs africains sur les marchés occidentaux, car l'abandon du FSC constituera un argument pour certaines organisations environnementales à l'encontre de l'industrie du bois en Afrique centrale. L'année 2017 s'annonce décidément périlleuse pour certains grands exportateurs africains.